

enfin, la taxation de la valeur ajoutée et des actions vient aussi renforcer le financement de nos pensions.

- le calcul des retraites sur la base de 75% minimum du meilleur salaire brut et un minimum retraite égal au SMIC à 1800 euros : un salaire continué en quelque sorte pour tous les salariés payés au SMIC.

- l'âge légal et politique fixé à 60 ans après une carrière complète de 37,5 ans, et fixé à 55 ans pour les métiers pénibles.

Nous avons besoin d'orientations anticapitalistes qui se fixent comme objectif la réponse aux attentes populaires. Pour mener les combats sur ces revendications, nous devons travailler à unir retraités et salariés dans la lutte et sans faiblesse avec les syndicats et forces réformistes.

Stop à la fiscalisation et à l'étatisation de la Sécurité Sociale

En 2021, le financement de la Sécurité Sociale repose à près de 50% sur l'impôt. Il représente une part majoritaire du financement de la branche maladie et la quasi-totalité de celui de la 5ème branche pour la prise en charge de la dépendance ou de la perte d'autonomie.

Nous dénonçons ce glissement, inscrit depuis de nombreuses années dans le budget de la Sécurité Sociale géré par le gouvernement, du financement par la cotisation liée au salaire à la fiscalisation sous forme de CSG (contribution sociale généralisée), un impôt qui ne dit pas son nom. Nous faisons de la transformation de la CSG en cotisation sociale, un objectif de lutte. Nous ne renonçons pas au retour de la gestion de la Sécurité Sociale par les travailleurs, et à l'élection des administrateurs.

Pas de 5ème branche de la Sécurité Sociale pour financer la dépendance !

La dépendance pour les personnes âgées correspond à une période de l'existence qui soulève de très nombreux problèmes dans la vie quotidienne et sur le plan psychologique. La prise en charge nécessite des moyens matériels et humains, des structures publiques en plus grand nombre. Une politique de la santé développant la prévention et l'accompagnement social.

Les décisions du pouvoir sont connues : la création d'une 5ème branche de la Sécurité Sociale principalement financée par la CSG et faciliter le développement des structures privées telle que le groupe Korian. Nous combattons cette orientation politique mise en œuvre par le gouvernement actuel et l'augmentation de la CSG de 0,15point prévue en 2024 ; nous dénonçons le soutien à cette mesure par certains syndicats (FO, CFTC,) du groupe des 9, pourtant opposés à la 5ème branche ; nous revendiquons le financement par la branche maladie de la Sécurité Sociale et le développement des structures publiques, des EHPAD et de l'aide à domicile.

Créer massivement des emplois à l'hôpital et dans le secteur médico-social

La pandémie à la covid-19 frappe durement les populations dans le monde et particulièrement parmi les retraités. Il est tout à fait remarquable qu'un pays socialiste comme la Chine (3 fois la population de l'Union Européenne) ait réussi à limiter le nombre de mort, produit des vaccins et fait repartir leur économie et la coopération avec de nombreux pays. Qu'aurait-on dit si les USA, l'UE avaient obtenu un tel résultat ? Il n'en est rien, les pays capitalistes dominants comptent leurs morts par centaines de milliers, plus de 500000 aux USA et 100000 en France.

Dans notre pays, depuis plus d'un an le virus et la politique du pouvoir n'ont pas épargné les Français. Nous avons respecté les consignes mais aussi subi le manque de masque, puis de test, puis de vaccin aujourd'hui. L'hôpital public en première ligne, est soumis depuis de nombreuses années à l'austérité, à la réorganisation permanente ; il doit faire face au prix d'une flexibilité du travail et des organisations insupportables pour les salariés qui n'en peuvent plus, mais restent des professionnels.

(suite page 7)